

Questions orales

Le ministre peut-il préciser à la Chambre et à bon nombre d'habitants du nord de l'Ontario si FEDNOR sera reconduit, s'il y aura une phase II à ce programme?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je remercie mon collègue, le député de Timiskaming, qui s'est dévoué, peut-être plus que tout autre député, à l'amélioration des conditions économiques dans le nord de l'Ontario.

FEDNOR a créé plus de 3 000 emplois. Depuis sa mise sur pied, plus de 350 sociétés ont vu le jour. Beaucoup de gens réclament la prolongation de ce programme, et le gouvernement étudie actuellement cette possibilité.

Je voudrais que la Chambre sache que j'ai reçu plus de 200 lettres de préfets et de maires de localités situées un peu partout dans le nord de l'Ontario. Ceux-ci espèrent que ce programme sera renouvelé. Je suis persuadé qu'il le sera, mais nous ne sommes pas prêts, pour l'instant, à annoncer notre décision.

* * *

LES CARBURANTS DE REMPLACEMENT

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie. Dans le budget présenté le mois dernier, le gouvernement a supprimé la taxe d'accise fédérale sur l'éthanol et le méthanol contenus dans les carburants mixtes. Lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Ottawa, les dirigeants de l'industrie énergétique et du secteur agricole ont applaudi à cette initiative. On craint toutefois que les carburants de remplacement importés des États-Unis et vendus ici jouissent du même traitement fiscal préférentiel que ceux produits au Canada.

Le ministre peut-il nous assurer que cet allègement fiscal s'appliquera uniquement aux carburants de remplacement produits au Canada pour les Canadiens?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le député a rencontré un certain nombre de gens qui s'intéressent à l'éthanol. J'ai eu l'occasion de rencontrer des gens récemment, à Williams Lake, pour discuter de l'utilisation des fibres de bois. Je suis donc très heureux de l'intérêt qu'on porte aux carburants de remplacement.

Le budget est très clair à cet égard: nous voulons bâtir une industrie de l'éthanol purement canadienne. C'est là notre objectif.

LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Au cours de la dernière semaine, nous avons appris que la mauvaise gestion et le scandale étaient choses courantes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Nous avons entendu parler des pressions non justifiées exercées sur certains commissaires, de la mauvaise conduite d'autres commissaires et de jugements qui sont préparés avant que la cause ne soit entendue.

• (1500)

Les Canadiens en ont assez de cette situation et réclament une enquête publique indépendante. Le premier ministre suppléant peut-il nous dire s'il compte faire ce qui s'impose et ordonner une telle enquête dès aujourd'hui?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je ne ferai aucune remarque sur les prémisses de la question du député. Je me contenterai simplement de dire que notre système de détermination du statut de réfugié est reconnu comme étant l'un des plus justes et des plus généreux dans le monde entier.

En tant que président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, M. Fairweather est responsable du fonctionnement de cet organisme. Il a pris des mesures que j'appuie sans réserve. Je lui ai parlé, et j'ai pu constater qu'il a la situation bien en main. Il tient autant que le député à protéger la réputation du Canada pour ce qui est d'accorder le statut de réfugié aux personnes qui en font légitimement la demande.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, cela ne suffit pas. Les Canadiens veulent connaître la gravité des problèmes qui existent à la commission. Ils veulent savoir combien de personnes ont été injustement traitées par cette commission et combien de causes doivent être entendues de nouveau.

C'est vous qui êtes le ministre responsable. Je vous demande encore . . .

M. le Président: Le député sait qu'il a déjà enfreint le règlement avant même d'avoir terminé sa question.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de l'honorable Gordon Bilney,